

Monitoring des reportages médiatiques sur La pauvreté rurale

REPORTAGES EN PROVINCE DU SUD-KIVU PAR LES RADIOS ET TELEVISIONS DE
BUKAVU ET DE SES ENVIRONS

République Démocratique du Congo



Sauti ya Mwanamke Kijijini
SAMWAKI



Femme rurale, Information et Communication pour le développement



WACC
communication pour toutes et tous

Remerciements

L'idée de la réalisation d'un monitoring des reportages sur la pauvreté rurale en province du Sud-Kivu par les médias de Bukavu et ses environs tire ses origines dans le Projet Mondial de Monitoring sur le Genre et les Medias (GMMP), exécuté en 2010 par l'Association Mondiale pour la Communication Chrétienne (WACC) et ses partenaires. En effet, le GMMP 2010 a mis en exergue les inégalités des genres qui caractérisent les médias en termes de représentation des hommes et des femmes, des sujets traités concernant les hommes et les femmes et la manière dont les événements et les individus y sont décrits.

Il est de notre devoir d'exprimer ici notre profonde reconnaissance à la WACC et ses partenaires qui, depuis plus d'une décennie, sont engagés dans le monitoring des médias. Leur travail nous a inspiré cette étude dont la finalité est d'étaler au grand jour la manière dont les médias de notre province abordent ou se passent des sujets liés à la pauvreté rurale dans leurs reportages.

Nous adressons ici nos remerciements à l'équipe de la WACC, à travers Dr Sarah Macharia, pour son accompagnement technique ainsi des outils de monitoring qu'elle a bien voulu mettre à notre disposition et, grâce auxquels, la présente étude a été rendue effective.

Nos remerciements s'adressent également à Monsieur Mungu Akonkwa Mufungizi pour la mise à niveau des connaissances des moniteurs et monitrices ainsi que leur initiation aux techniques de codage, de traitement des données et la rédaction du rapport de monitoring.

Pour la province du Sud-Kivu, SAMWAKI a travaillé avec huit personnes qui ont assuré le monitoring, parmi lesquels quatre hommes et quatre femmes, sous la supervision de Monsieur Mungu Akonkwa Mufungizi qui a assuré leur formation et supervisé le traitement et l'analyse des données ; et que nous remercions vivement. Que toutes et tous trouvent ici l'expression de toute notre satisfaction pour leur dévouement et la discipline dont ils ont fait montre tout au long de la mise en œuvre du monitoring. Tandis que l'encodage a été l'œuvre des membres de l'exécutif de SAMWAKI que nous remercions en passant.

Que les responsables des radios et télévisions de la province du Sud-Kivu, leurs animateurs et animatrices, leurs auditeurs et leurs auditrices veuillent trouver ici toute notre compassion pour le travail qu'ils abattent au quotidien, nonobstant les contraintes liées à l'environnement socioprofessionnel inapproprié dans lequel ils évoluent.

Sauti ya Mwanamke Kijijini (SAMWAKI)

Sauti ya Mwanamke Kijijini , SAMWAKI asbl en sigle, est une organisation des femmes rurales fondée le 05 mai 2002 à Mugogo, territoire de Walungu en province du Sud-Kivu, sur l'initiative d'un groupe de femmes rurales engagées dans le développement. Ce nom en swahili se traduit en français par "*la voix de la femme rurale*". Son but est de permettre aux populations rurales, en particulier les femmes, d'accéder à l'information, à la communication et au partage de connaissances et expériences en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie et, partant, celles de leurs familles et de leur communauté dans son ensemble. L'organisation assure la visibilité de la femme rurale et le rôle joué par celle-ci dans le développement local.

Entre autres objectifs poursuivis par l'organisation, SAMWAKI cherche:

- à contribuer au renforcement des capacités communicationnelles des populations rurales et des groupes marginalisés, en particulier les femmes, en vue de l'amélioration de leurs connaissances et leurs savoirs dans les domaines variés de la vie et du développement;
- à initier les populations rurales, dont les femmes et autres groupes isolés, à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- à créer des cadres de concertation, d'échange et de partage d'informations, d'expériences en impliquant les organisations à la base, les acteurs de développement et les médias locaux.

L'ASSOCIATION MONDIALE POUR LA COMMUNICATION CHRETIENNE (WACC)

L'Association Mondiale pour la Communication Chrétienne (WACC) est une organisation internationale qui souhaite promouvoir la communication comme un droit humain fondamental, essentiel à la dignité des individus et à la communauté. La WACC œuvre avec tous ceux qui sont privés du droit de communiquer en raison de leur statut, de leur identité ou de leur sexe. Elle prône le plein accès à l'information et à la communication, et encourage l'ouverture et la diversité des médias. La WACC renforce les réseaux de communicateurs afin de faire progresser la paix, la compréhension et la justice.



Pas d'utilisation commerciale. Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Pas de modification. Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création.

À chaque réutilisation ou distribution de cette création, vous devez faire apparaître clairement au public les conditions contractuelles de sa mise à disposition.

Rien dans ce contrat ne diminue le droit moral de l'auteur ou des auteurs.

Chapitre I. Introduction

Le monitoring de la pauvreté rurale par les médias de Bukavu et ses environs en province du Sud-Kivu

Le rapport que nous avons l'honneur de vous présenter reprend les résultats du monitoring sur la manière dont les radios et télévisions installées à Bukavu et ses environs couvrent des sujets concernant la pauvreté rurale. Au total 13 médias ont été suivis tout au long de la mise en œuvre du projet pour une période de 30 jours, soit du 1^{er} au 30 mai 2013. Le projet a été exécuté par l'organisation Sauti ya Mwanamke Kijijini (SAMWAKI) avec l'appui financier et technique de l'Association Mondiale pour la Communication Chrétienne (WACC).

L'étude consistait en l'analyse du niveau d'intégration des questions liées à la pauvreté rurale dans les programmes des médias de la province du Sud-Kivu et de s'assurer de la place que ces médias accordent aux reportages sur la pauvreté rurale dans leurs activités, à l'instar d'autres programmes.

Le monitoring a été exécuté sur base des outils appropriés fournis par la WACC. Leur efficacité n'est plus à démontrer vu les résultats de leur utilisation dans les précédents projets de monitoring implémentés par la WACC et ses partenaires et dont le plus récent est celui du Monitoring sur le genre et médias en 2010.

Première du genre exécuté en province du Sud-Kivu, l'étude a révélé le faible engagement avec lequel les médias du Sud-Kivu abordent les questions liées à la pauvreté rurale d'une part, et d'autre part, l'absence quasi-totale de cette problématique dans leurs programmes et politiques.

A l'issue de l'étude, nous avons formulé quelques recommandations à l'endroit des médias locaux, aux autorités politico-administratives et aux bailleurs de fonds pour permettre aux médias du Sud-Kivu d'inscrire le reportage sur la pauvreté rurale dans leurs programmes.

Nous dédions cette étude aux autorités locales et aux organisations de la société civile qui militent en faveur de la lutte contre la pauvreté et, de manière spéciale, aux responsables des médias de la province du Sud-Kivu et les journalistes, reporters, producteurs/trices et animateurs employés dans leurs médias respectifs. Nous espérons vivement que le présent rapport servira d'outil essentiel à la conscientisation des uns et des autres en vue d'une meilleure prise en compte de la pauvreté rurale dans leurs programmes et politiques, gage de son éradication telle que prônée par les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

1. Synthèse des résultats et conclusions du monitoring

Résultats

Le monitoring a abouti, en ce qui concerne les reportages sur la pauvreté rurale par les médias de Bukavu et de ses environs, aux conclusions suivantes :

a. Un problème général d'omission de la pauvreté rurale dans les programmes et politique des médias locaux

Le constat commun à tous les médias du Sud-Kivu est que le reportage sur la pauvreté rurale n'est pas contenu dans leurs politiques et, par conséquent, dans leurs programmes. En effet, des 13 médias suivis tout au long du monitoring, aucun n'inscrit dans sa grille de programmes le reportage sur pauvreté rurale, soit 0%.

Quatre grandes tendances sous-tendent cette omission:

- ❖ Les médias implantés en ville sont quasi absents dans le reportage sur la vie du monde rural et de manière spécifique sur la pauvreté rurale.
- ❖ En palliatif, certains d'entre eux recourent à des correspondants ruraux pour leur permettre d'être en phase avec l'actualité dans ces coins que les journalistes ne visitent pas ou qu'ils visitent circonstanciellement quand ils y accompagnent des éminents personnages politiques ou des membres des organisations non gouvernementales.
- ❖ Les médias implantés dans les villages abordent au quotidien les questions de la pauvreté rurale dans leurs programmes, sans s'en rendre compte 68% de leurs activités sont consacrés à la pauvreté rurale, mais cette rubrique n'est pas clairement inscrite dans les activités journalières de ces médias. Cependant, les reportages sur la pauvreté rurale à proprement parler n'occupent que 21% de ces activités.
- ❖ Les médias implantés en ville réalisent des reportages sur les populations rurales déplacées en ville en abordant leur état d'extrême pauvreté sans, eux aussi, s'en rendre compte. Les sujets se rapportant à la pauvreté rurale dans ces médias représentent 45% de leurs programmes. Ces sujets sont souvent rapportés, les uns par leurs correspondants ruraux qui les présentent sous forme de faits divers et les autres des reportages réellement effectués en ville par des journalistes mais dont les récits mettent en exergue les populations rurales et reflètent, par surcroît la pauvreté dans laquelle elles vivent.

b. Les autorités politico-administratives et responsables des ONG occupent un espace de choix dans les reportages sur la pauvreté rurale au détriment des populations rurales croupissant dans la pauvreté

Bien que le monitoring ait révélé que 86% des reportages réalisés sur la pauvreté rurale touchent au vécu quotidien des familles, qu'il s'agisse de la ville ou du village, les personnes qui interviennent pendant ces reportages sont essentiellement les décideurs politiques et autres membres des organisations non gouvernementales de développement auxquels les reporters donnent le privilège de faire prévaloir leurs opinions. Dans la plupart des cas, ces personnages organisent des événements auxquels ils invitent les médias moyennant paiement.

c. La pauvreté rurale se manifeste avec acuité dans la ville de Bukavu et ses environs

Des reportages ordinaires réalisés par les médias implantés dans la ville de Bukavu sur le quotidien du bukavien ont révélé que la plupart des populations vivant sous l'extrême pauvreté dans la ville de Bukavu sont des populations rurales déplacées de suite de l'insécurité qui caractérise le monde rural et la pauvreté grandissante qui y a élu domicile.

d. Les femmes comme principaux objets dans les reportages sur la pauvreté rurale au Sud-Kivu

57% des sujets suivis sur la pauvreté rurale concernent la femme et la fille vivant aussi bien en milieux ruraux qu'en ville. La radio et la télévision se partagent ce pourcentage respectivement 54% pour la radio contre 3% à la télévision.

Cette apparition de la femme dans les reportages sur la pauvreté rurale contribue à l'aggravation de la marginalisation de la femme rurale, car le contenu de ces reportages

véhicule une image stéréotypée de la femme et de la fille. D'une manière générale, ce sont des mauvaises nouvelles sur la femme que véhiculent ces reportages.

Dans les milieux ruraux, ces reportages sont du genre " j'ai distribué des houes et des pagnes aux femmes maraichères de..." et en ville ce sont les partisanes de tel parti politique qui exhibent à la longueur des journées pour accueillir leur leader, ou encore des scènes de justice populaire où une femme soupçonnée sorcière a été tuée par ses voisins, etc.

Les reportages à la télévision montrent habituellement en gros plan un leader d'opinion prononçant un discours devant un public composé essentiellement des femmes portant des tee-shirt de son parti et applaudissant frénétiquement à chaque paragraphe.

e. Les sujets traités dans les reportages sur la pauvreté rurale étalent les conséquences plutôt que les causes et les différentes formes de pauvreté

La télévision consacre 0% de ses activités au reportage sur la pauvreté en milieu rural, tandis que des faits liés à la pauvreté rurale qui ont lieu en ville occupent les 7% de leurs programmes. Cependant, les différents sujets couverts témoignent que la pauvreté se manifeste de manière remarquable aussi bien dans les reportages réalisés par les médias basés en ville que ceux implantés en milieux ruraux.

Ces sujets sont dominés par des images choquantes des files des filles, bidon en plastic à la main à la recherche de l'eau potable, les érosions qui engloutissent des maisons entières en y ensevelissant leurs habitants, des policiers traquant des femmes vendeuses de denrées alimentaires de moindre valeur le long des artères principaux de la ville, des politiciens haranguant un groupe de femmes après les avoir privées de leurs activités vitales, etc.

f. Qui fait le reportage sur la pauvreté rurale ?

Les hommes apparaissent au premier plan avec 40% à la radio rurale, 67% pour des radios installées en ville et 67% à la télévision, elle aussi implantée en ville. Les femmes font des reportages sur la pauvreté rurale à raison de 10% pour les radios rurales, 29% pour des radios urbaines et 17% à la télévision.

Cependant, il arrive que les reportages soient effectuées à la fois par des femmes et des hommes à la radio tout comme à la télévision. La proportion de présentation des reportages par les femmes et les hommes est de 50% dans les radios émettant des territoires ruraux, 5% pour les radios émettant des villes et 16% à la télévision.

Cette situation s'explique par le fait que dans la plupart des radios implantées en milieu rural, les femmes sont quasi absentes dans les rédactions et la plupart d'entre elles participent à des reportages avec des hommes comme des stagiaires. Elles sont souvent employées à la réception, à la caisse ou encore à la lecture des communiqués. De même, les correspondants ruraux employés par les des radios émettant de la ville représentent 90% des hommes contre seulement 10% des femmes.

g. Les personnes représentées dans les reportages à l'identité floue

Mis à part les personnages politiques et membres des ONG qui organisent des événements en y invitant les médias, les personnes évoquées dans les reportages, pour la plupart des cas, sont identifiées selon leur lieu de provenance ou d'habitation, leur le sexe, la tranche d'âge et, le plus souvent, de la profession exercée. D'autres sont identifiées selon leur état

civil (célibataire, marié ou encore femme vivant seule), ou de leurs relations familiales (mari de, femmes de fils de, neveu ou nièce de,...).

h. Quelques bonnes pratiques observées

En dépit du manque des moyens financiers et logistiques nécessaires à l'organisation des reportages en milieux ruraux, certaines radios installées dans la ville de Bukavu diffusent des nouvelles émanant du monde rural via leur correspondants ruraux.

Malgré un persistant déséquilibre de genre, les hommes et les femmes sont tous représentés, de façon disproportionnée, dans l'exécution des reportages sur la pauvreté rurale sous deux dimensions : en tant que reporter d'abord et comme et objet de reportage ensuite.

i. Et de mauvaises pratiques

Les reportages sur la pauvreté rurale ne sont ni planifiés ni programmés par les médias. Ils sont généralement liés à un événement.

Les reportages réalisés sur la pauvreté rurale présentent souvent une image stéréotypée des personnes vivant dans la pauvreté en général et de manière particulière de la femme.

Le contenu des reportages sur la pauvreté rurale est généralement constitué par de nouvelles macabres et non des exploits réalisés par les populations rurales qui sont parvenues à résoudre un problème ou à mettre en place des stratégies pour sortir d'une crise.

Les reportages sont généralement payants. Ce qui élimine d'emblée les pauvres dans le processus de leur réalisation en privilégiant les riches qui en sont souvent les provocateurs.



Journalistes participants au café de presse à Bukavu (Photos SAMWAKI)

Chapitre II : Contexte national

Le Sud-Kivu est l'une des 11 provinces qui composent la République démocratique du Congo. Elle est située à l'est du pays et partage des frontières communes avec le Rwanda et le Burundi à l'est, la province du Nord-Kivu au Nord, la République de la Tanzanie au Sud-Est et la province du Maniema au Sud. La province compte environ 5 millions d'habitants repartis sur une superficie de 64 851 km². C'est une province potentiellement riche mais sa population vit dans une extrême pauvreté.

Les conflits armés qui ont déchiré la République démocratique du Congo depuis les années 90 sont partis de la province du Kivu. Depuis lors, l'insécurité y a gagné du terrain. La faible intervention des pouvoirs publics, le délabrement des infrastructures socio-éducatifs et culturels et le manque des moyens de communication figurent parmi les grands obstacles au décollage du développement de la province. Il faut ajouter la mauvaise gouvernance et la corruption qui gangrènent la société congolaise ainsi que les inégalités de genres qui impactent négativement la production. Les femmes et les enfants sont plus vulnérables dans le contexte de la ruralisation et de féminisation de la pauvreté.

1. Situation du secteur médiatique en province du Sud-Kivu

Le paysage médiatique de la province a connu d'importantes mutations depuis 1990 avec la renonciation, par le Président Mobutu, au régime du parti unique et l'annonce du multipartisme dans le pays. En particulier, l'expansion de la radio communautaire et associative envahit les villages aujourd'hui après en avoir fait le plein dans les villes et autres importantes agglomérations de la province. Avant cette période, c'est l'Etat qui disposait du monopole de l'information, notamment la radio et la télévision.

2. Le secteur audiovisuel passe en tête

Il faut signaler que ce sont les médias audiovisuels qui dominent la scène avec une forte concentration dans les centres urbains. Le secteur de la radiodiffusion est plus développé avec 59 stations, soit 92,1%. La télévision occupe la deuxième position avec 4 chaînes, soit 6,2% et la presse écrite vient en dernier lieu avec un seul journal dont la périodicité est caractérisée par une irrégularité, soit 1,5%.

3. Une répartition géographique inéquitable entre la ville et le village.

La ville de Bukavu dispose à elle seule de 12 stations de radio connues, 4 chaînes de télévision et 1 journal, soit 17 médias sur les 64 opérationnels en province, soit 26,5%. Les huit territoires ruraux de la province se partagent 47 autres stations de radio à raison de 12 pour le territoire d' Uvira, soit 18,7%, 7 pour le territoire de Walungu, soit 10,9%, 1 pour le territoire de Kalehe, soit 1%, 7 pour le territoire de Fizi, soit 10,3%, 5 pour le territoire de Mwenga, soit 7,8%, 4 pour le territoire de Kabare, soit 6,2 ; 3 pour le territoire d'Idjwi (soit 4,6%) et 2 station de radiodiffusion pour le territoire de Shabunda (soit 3,1%).

Pour les radios communautaires implantées en milieux ruraux en particulier, disons que ces médias sont devenus des outils indispensables à la promotion du développement des localités enclavées qu'elles couvrent et dont les habitants n'avaient pas auparavant accès à l'information ni au partage des connaissances et des savoirs véhiculés par les médias.

Ces radios communautaires implantées en milieux ruraux ont cependant de nombreux défis à relever pour réduire, tant soit peu, l'impact de la pauvreté sur les populations rurales en promouvant une communication participative basée sur des thématiques pertinentes et adaptées aux réalités locales ainsi qu'aux besoins réels de leurs auditoires.

Leur fonctionnement du point de vue technique et opérationnel reste buté à de difficultés d'ordre matériel, financier et surtout de la formation professionnelle de leur personnel. En effet les journalistes et animateurs de ces radios sont pour la plupart issus du secteur de l'enseignement et connaissent peu ou rien des principes de base du journalisme, la déontologie du métier et des techniques de collecte et traitement de l'information. Ils accusent des insuffisances en matière de production des émissions et en écriture radiophonique. Ce qui n'encourage pas du tout leur auditoire ainsi que d'autres partenaires éventuels à venir vers elles.

Par ailleurs, doté d'équipements rudimentaires et donc non professionnels, la qualité du son produit par ces radios nécessite une amélioration nette. Il se pose en outre un problème non négligeable auquel de nombreux acteurs du monde des médias font souvent fi : la formation en management pour une gestion efficace d'une entreprise de radio communautaire.

Ces problèmes auxquels peuvent s'ajouter bien d'autres encore, comme celui de l'absence de motivation du personnel y prestant en termes de salaires, l'absence des moyen de transport approprié pour visiter les localités les plus éloignées de leurs sites d'implantation et l'absence d'électricité,... ne permettent pas aux radios communautaires établies en milieux ruraux de fonctionner normalement et d'améliorer leur rendement.

4. Des médias assez dépourvus de moyens logistiques et financiers pour couvrir les événements de l'arrière pays

En province du Sud-Kivu tout comme le reste du pays, le secteur médiatique ne reçoit aucune subvention des entités territoriales décentralisées ni du gouvernement central. Leur revenu dépend pour la plupart des cotisations des membres pour les radios communautaires et de l'apport du propriétaire pour les chaînes privées. Ils s'acquittent difficilement de leur mission à cause de leur incapacité à couvrir au quotidien les différentes charges qu'impose le fonctionnement d'un média. En particulier le manque de moyens de transport prive ces médias des possibilités de couvrir les événements qui se déroulent loin de leur site d'implantation, qu'il s'agisse des radios rurales ou des médias implantés en ville.

Dans de telles conditions, le personnel engagé au sein des médias se situent parmi les fonctionnaires sans ou à faible rémunération. La plupart sont payés à la prime qui dépend des recettes réalisées par ces médias au cours d'une période bien déterminée. Si ces recettes dépendent pour une large part de la publicité, des communiqués et des émissions sponsorisées, il paraît clair que seuls les médias implantés en ville peuvent avoir ce privilège au détriment de leurs pairs implantés au village où il n'a pas d'annonceurs et où les communiqués sont rares et au moindre coût.

5. Médias suivis pendant le monitoring

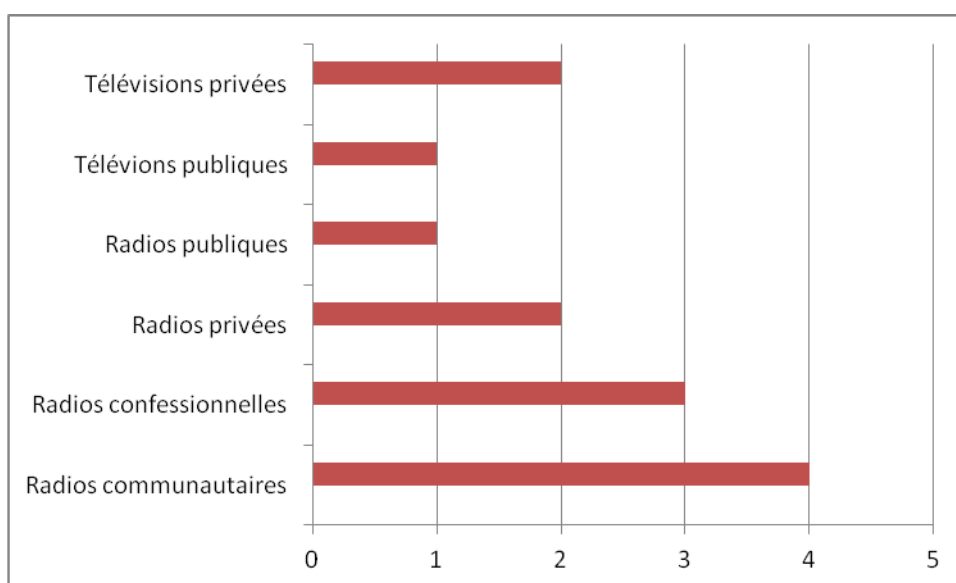
Au total 13 médias ont été suivis parmi lesquels 4 radios communautaires (soit 30,7%), 3 radios confessionnelles (soit 23%), 3 télévisions privées (soit 23%), 1 radio publique, (soit 7,6%), 1 radio privée, (soit 7,6%), 1 télévision publique (soit 7,6%).

Pour ce qui est de types de médias, il y a lieu de retenir, comme indiqué ci-haut, que 9 de ceux-ci étaient des radios soit 69,2% contre 4 chaînes de télévision soit 30,7%. En ce qui concerne la répartition géographique des médias suivis, signalons que 6 de ces radios sont installés en ville de Bukavu, (soit 66,6%) contre 3 implantées dans les territoires ruraux, (soit, 33,3%). Quant aux 4 chaînes de télévisions suivies, elles sont toutes implantées dans la ville de Bukavu et leur signal n'atteint pas les milieux ruraux.

Liste des médias suivis pendant le monitoring et nombre de reportages réalisés par média

N° d'ordre	Médias	Type de médias	Localisation	Nombre de reportage suivis
1	Radio Communautaire de Kabare	Radio communautaire	Kabare	11
2	Mulangane	Radio communautaire	Walungu-centre	11
3	Bubusa FM	Radio communautaire	Walungu /Mugogo	24
4	Maendeleo	Radio associative	Bukavu	21
5	RTNC	Radio publique	Bukavu	18
6	Maria	Radio confessionnelle	Bukavu	13
7	Rehema	Radio confessionnelle	Bukavu	15
8	Neno la Uzima	Radio confessionnelle	Bukavu	13
9	Ngoma ya Kivu	Radio privée	Bukavu	8
10	Shala	Radio privée	Bukavu	10
11	Ngoma ya Kivu	Télévision privée	Bukavu	28
12	Shala	Télévision privée	Bukavu	33
13	RTNC	Télévision publique	Bukavu	21
Total des reportages suivis dans les 13 médias				226

Représentation graphique des médias suivis pendant le monitoring le selon le type de média



Le graphique indique que des médias suivis pendant le monitoring, la radio communautaire et associative occupe la première position avec 4 stations, soit 30,7%, les radios confessionnelles viennent en deuxième position avec 3 stations, soit 23 ; les radios et télévisions privées occupent la troisième position avec 2 stations chacune, soit 15,3% et la radio et télévision publique la dernière place avec une station chacune soit, 7,6%.



Motivation de la sélection des médias suivis

a. La radio Communautaire de Kabare (RCK).

C'est une radio communautaire basée dans le territoire de Kabare à environ 20 Km au Sud-ouest de la ville de Bukavu. L'auditoire de cette radio est composée essentiellement des paysans agriculteurs et quelques éleveurs.

Les produits maraichers dont se nourrissent les habitants de Bukavu proviennent en grande partie de ce territoire. Ces produits sont acheminés à Bukavu essentiellement par des femmes et des filles.

Par ailleurs, la majorité des personnes exerçant les travaux domestiques de Bukavu viennent de ce territoire, privant ainsi de nombreux garçons et nombreuses filles de leur droit à l'éducation.

Nous avons sélectionné cette radio pour le monitoring pour nous rendre compte de la dimension de la pauvreté dans ce territoire et la manière dont cette radio rurale locale aborde cette question dans ses reportages.

b. La radio Mulangane

Radio Mulangane est une radio rurale implantée au chef lieu du territoire de Walungu à environ 45 kilomètres au centre sud de la ville de Bukavu. Walungu est l'un des territoires gravement affectés par les conflits armés et la présence des groupes armés locaux et étrangers (Front Démocratique pour la Libération du Rwanda, FDLR).

Jadis fournisseur de la ville de Bukavu en produits vivriers, les habitants du territoire ce Walungu se nourrissent actuellement des denrées alimentaires en provenance d'autres territoires ruraux du Sud-Kivu ainsi que de la province voisine du Nord-Kivu via Bukavu.

Pout tout dire, sa population est confrontée à une faim aggravée par une pauvreté croissante.

Nous avons sélectionné radio Mulangane pour le monitoring à cause de la position stratégique de cette radio qui est implantée au chef-lieu du territoire, siège du pouvoir administratif et coutumier. Nous voulions savoir, à travers les reportages réalisés par cette chaîne de radio sur la pauvreté rurale, la réponse que les autorités politico-administratives et coutumières de Walungu réservent aux doléances de leurs administrés croupissant sous la misère.

c. La radio Bubusa FM

C'est une radio communautaire émettant de Mugogo, village situé à 27 km au centre-sud de Bukavu en territoire de Walungu. Nous avons sélectionné cette radio pour analyser la dimension du genre dans les reportages qu'elle réalise. Car en effet, cette radio implantée par SAMWAKI vise entre autres objectifs la promotion du genre en milieux ruraux, outre qu'elle promeut les droits à la communication des populations marginalisées avec, en priorité les femmes et les filles rurales.

d. La radio Mandeleleo

C'est une radio associative émettant de Bukavu. Cette radio dispose des correspondants dans les territoires ruraux. Nous avons sélectionné cette radio pour examiner la part que ses correspondants ruraux réservent aux questions liées à la pauvreté rurale dans leurs reportages et activités professionnelles.

e. La Radio et Télévision Nationale du Sud-Kivu (RTNC Bukavu)

C'est le média officiel et le plus ancien de la province du Sud-Kivu. Nous avons sélectionné à la fois la radio et la télévision nationale pour le monitoring pour nous permettre de comparer la place qu'accordent ces médias officiels à la pauvreté rurale par rapport aux médias communautaires. Une autre raison est de chercher la réponse à la question de savoir si oui ou non l'autorité provinciale réagit face aux doléances de ses administrés sur la pauvreté à travers ces médias officiels.

f. Les Radios Neno la Uzima, Rehema et Maria

Il s'agit de 3 radios confessionnelles appartenant respectivement à l'église protestante pour les deux premières et à l'église catholique pour la troisième. Elles sont toutes implantées dans la ville de Bukavu en commune d'Ibanda.

La raison de leur sélection est de nous rassurer si oui elles réalisent des reportages sur la pauvreté rurale et comment les autorités religieuses abordent cette problématique à travers ces outils de communication que sont leurs radios. Une autre raison de cette sélection est que le monde rural de la province du Sud-Kivu est en train de se vider de sa population au profit de la ville. Cette sorte d'exode rural est observé depuis le déclenchement de la guerre en 1996 et se poursuit jusqu'à ce jour.

Aux moments forts des affrontements armés, c'est l'insécurité persistante en milieux ruraux qui poussaient les gens à quitter le village pour se réfugier en ville à la quête de leur sécurité. Par la suite, c'est la pauvreté croissante que connaissent les villages qui oblige des familles à se déplacer vers la ville à la recherche du mieux être. Fort de ce constat, nous avons voulu examiner, au travers ce monitoring, la manière dont la pauvreté rurale se manifeste dans la ville de Bukavu et la part que ces médias confessionnels réservent à cette question dans leurs reportages.

g. La Radio et Télévision Ngoma ya Kivu (RTNK)

Il s'agit d'une station de radiodiffusion et une chaîne de télévision appartenant à un député national élu de la province du Sud-Kivu.

Tout comme pour la radio et la télévisions nationales, nous avons sélectionné ce médias pour voir comment ces médias à obédience politique de la mouvance présidentielle au pouvoir traite les questions de la pauvreté rurale dans leurs reportages.

h. La Radio et Télévision Shala

La radio et la télévision Shala TV sont aussi des médias appartenant à député national élu de la province du Sud-Kivu. Dans le cadre du monitoring, nous avons sélectionné ces médias pour nous rassurer si oui ou non ils réalisent des reportages sur la pauvreté rurale en déterminant le lieu où ces reportages sont exécutés(en ville ou dans les villages) et le public visé par ceux-ci.

Chapitre III. MEDIAS ET PAUVRETE EN PROVINCE DU SUD-KIVU

1. Description de la problématique

Le projet est intitulé "Monitoring des reportages sur la pauvreté rurale par les médias de Bukavu et ses environs". Il a été lancé au mois janvier 2013 pour se clôturer le 31 décembre 2013. Il visait à suivre les médias de Bukavu et ses environs afin de s'assurer de la manière dont ceux-ci couvrent les reportages concernant la pauvreté rurale.

Dans la province du Sud-Kivu, le secteur médiatique est subdivisé en deux grands blocs. Les médias ruraux et les médias urbains. La radiodiffusion constitue l'unique média représenté en milieux ruraux, alors que les médias urbains englobent la radio, la télévision, l'Internet et la presse écrite. La présente étude s'est limitée à suivre uniquement la radio et la télévision pour deux raisons fondamentales :

- Dans les milieux ruraux, la radio rurale joue un rôle important dans la transmission des informations et des connaissances. Ce média est utilisé par et pour des populations rurales vivant dans la pauvreté.
- Un grand nombre des populations rurales ont quitté le village pour se réfugier en ville. Ainsi, la ville de Bukavu est devenue, non seulement surpeuplée, mais bien plus, la pauvreté rurale s'y manifeste avec acuité. Outre que la pauvreté se manifeste en ville, nous avons choisi de suivre les radios et télévisions de la ville qui couvrent les événements des territoires ruraux par le biais de leurs correspondants d'une part.
- D'autre part, certains médias implantés en ville réalisent des reportages en ville dont les sujets touchent les populations pauvres vivant au village ou déplacées en ville.

2. Description des résultats

a. Domaine de la santé

C'est la recrudescence du choléra à Bukavu qui a dominé reportages suivis.

10 des 13 médias suivis pendant le monitoring ont diffusé la nouvelle, soit 76,9%. Mais seulement 3 ont réalisé un reportage à ce sujet, soit 30%, tandis que les 7 autres, soit 70% se sont limités à citer des sources.

Concernant les personnes citées dans le reportage, 10 médias ont cité le ministre provincial de la santé, soit 100%, 3 ont fait parler les chefs des quartiers touchés par l'épidémie, soit 30%, tandis qu'un seul a accordé la parole aux habitants des quartiers touchés, soit 10%.

ANALYSE DES RESULTATS DU MONITORAGE

A. ANALYSE QUANTITATIVE DES RESULTATS DU MONITORAGE

1. Histoires et sujets concernant la pauvreté abordés par les radios suivies pendant le monitoring

Histoires/sujets	Pourcentage	Fréquence (N)
Insécurité	13%	19
Planning familial	10%	14
Habitat	10%	14
Sante	10%	14
Education	9%	13
Transport	8%	11
Crédit	7%	10
Croyances/religion	6%	9
Eau potable	6%	8
Agriculture	5%	7
Energie	5%	7
Accès a la terre	3%	5
Alimentation	3%	5
Gouvernance locale	3%	4
Elevage	1%	2
Conflits fonciers	1%	1
Emploi	0%	0

Le tableau montre que les reportages réalisés pendant le monitoring ont été dominés par la recrudescence de l'insécurité en milieu urbain tout comme en milieu rural, mais aussi de la santé avec la résurgence du choléra dans la ville de Bukavu.

L'on remarque par ailleurs que l'emploi n'a pas fait l'objet de reportage pendant la période de monitoring. Ceci du fait qu'aucun événement n'a eu lieu en ce domaine et que le politique congolais paraît peu intéressé en cette matière. L'agriculture et l'élevage n'ont été

que faiblement abordés alors qu'ils constituent le secteur vital des populations rurales. De nombreux cas d'accidents de la circulation et des communiqués des autorités concernant les taxes relevant du domaine des transports ont remonté la fréquence des sujets concernant le transport.

Quant à l'éducation, il s'est agi essentiellement de la menace des enseignants de décréter une grève en guise de réclamation de l'amélioration de leurs conditions salariales d'une part et d'autre part des lamentations des parents face à la défaillance de l'Etat congolais de garantir l'enseignement primaire à titre gratuit comme le stipule la constitution du pays. Les communiqués émis par les institutions de micro finance installées en ville ont pour leur part bougé l'aiguille du côté des crédits, mais aussi le ralenti des activités au sein de la Coopérative Imara dont les clients ne cessaient de se confier aux médias pour exprimer leur déception et manifester leur crainte face à l'avenir de cette coopérative.

2. Histoires et sujets sur la pauvreté rurale rapportés par les chaînes de télévisions suivies pendant le monitoring

Histoires/sujets	Pourcentage	Fréquence (N)
Croyances/religion	19%	23
Insécurité	18%	22
Gouvernance locale	11%	13
Eau potable	9%	11
Energie	7%	9
Education	7%	8
Habitat	7%	8
Planning familial	5%	6
Transport	5%	6
Santé	4%	5
Crédit	3%	4
Alimentation	2%	3
Conflits fonciers	2%	2
Agriculture	1%	1
Elevage	1%	1
Accès à la terre	0%	0
Emploi	0%	0

Le tableau indique que des sujets abordés par les chaînes de télévision suivies pendant le monitoring, l'insécurité et les croyances religieuses occupent le premier plan avec 19%. Ceci est du fait que les politiciens et les religieux achètent un espace dans leurs programmes où ils apparaissent en gros plan.

En effet, la période du monitoring était caractérisée par la prolifération du phénomène "kabanga", une pratique qui consiste à tuer un homme ou une femme au moyen d'une corde attachée à son cou. Une fois la mission accomplie, le tueur garde sa corde magique en espérant lui procurer le bonheur. Pour les politiciens, il s'agit de livrer aux médias la version officielle des faits en vue de décourager cette pratique. Les 11% des sujets concernent la gouvernance locale, avec comme principaux intervenants les autorités politico-administratives qui font l'éloge de leur action et instruisent leurs administrés sur de nouvelles décisions récemment prises. L'accès à la terre vient en dernière position avec zéro reportage réalisé, soit 0%.

3. Histoires et sujets sur la pauvreté couverts par les radios suivies pendant le monitoring selon la zone géographique de leur implantation

Histoires/sujets	Urbaines	Rurales
Insécurité	12	8
Santé	8	6
Agriculture	1	6
Planning familial	9	5
Education	8	5
Accès à la terre	1	4
Transport	8	3
Croyances/religion	8	2
Crédit	7	2
Eau potable	7	1
Energie	6	1
Alimentation	4	1
Gouvernance locale	3	1
Elevage	1	1
Habitat	16	0
Conflits fonciers	1	0
Emploi	0	0

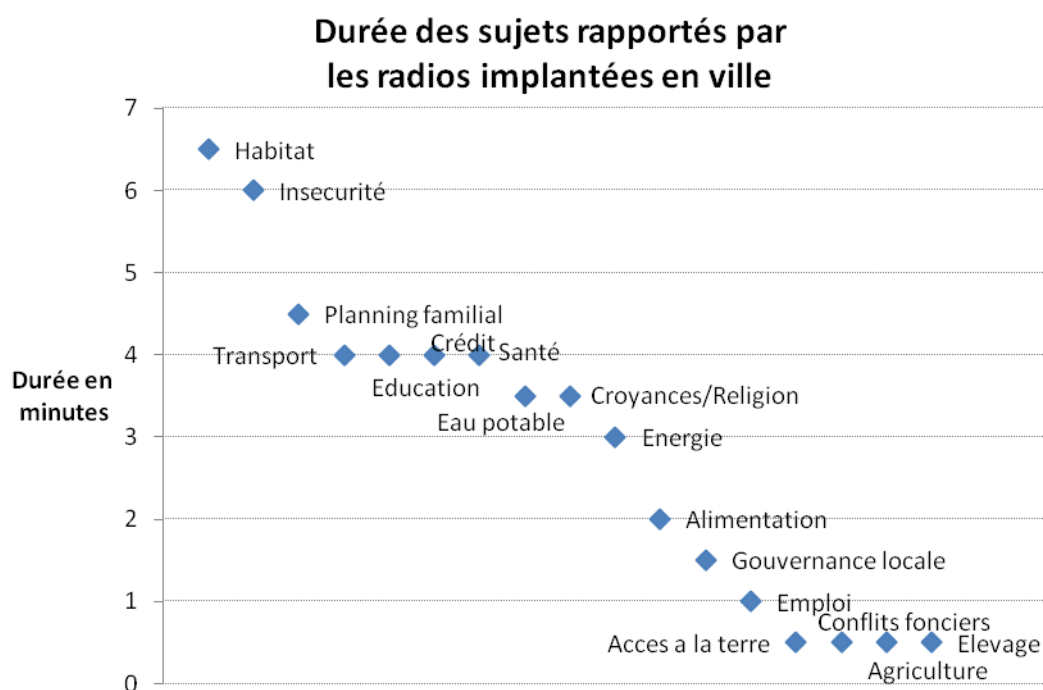
Les histoires et sujets traités par les radios implantées en ville ont abordé la pauvreté rurale à 68% contre seulement 32% pour celles effectivement émettant au village où sévit la pauvreté. Ce chiffre tient fait que 7 des 10 radios suivies pendant le monitoring sont implantées en ville, soit 70%, contre 3 émettant des villages qui ne représentent que 30% des radios suivies.

4. Histoires et sujets sur la pauvreté couverts par les chaînes de télévision suivies pendant le monitoring selon la zone géographique de leur implantation

Histoires/sujets	Urbaines	Rurales
Sante	14	0
Crédit	12	0
Croyances/religion	12	0
Conflits fonciers	10	0
Gouvernance locale	7	0
Elevage	6	0
Eau potable	6	0
Transport	5	0
Alimentation	3	0
Education	3	0
Emploi	3	0
Accès a la terre	1	0
Insécurité	1	0
Agriculture	1	0
Energie	1	0
Planning familial	0	1
Habitat	0	0

Ce tableau renseigne que les sujets abordés par les chaînes de télévision suivies pendant le monitoring sur la pauvreté rurale ont été effectués en ville à 99% , contre seulement 1% des reportages effectués en milieu rural par ces chaînes de télévision.

5. Moyenne de la durée accordée aux sujets sur la pauvreté par les radios implantées en ville suivies lors du monitoring pour une tranche de 60 minutes



Les reportages ont consacré plus de temps aux sujets concernant l'habitat, soit 6,5 minutes qui représentent les 10,8% de la durée totale de la tranche horaire de 60 minutes considérée dans le monitoring.

Ceci tient au fait que l'actualité était dominée par le phénomène constructions anarchiques, la démolitions des maisons en des sites dits impropres à la construction, mais aussi des érosions qui ont emporté des maisons, entraînant la mort des dizaines des personnes.

L'insécurité vient en seconde position avec une durée de 6 minutes consacrées aux reportage la concernant. Là aussi, il s'agit du phénomène Kabanga ainsi que de vsistes nocturnes des maisons des particuliers par des "personnes en uniforme non autrement identifiées", comme aiment bien le souligner les sources officielles en province.

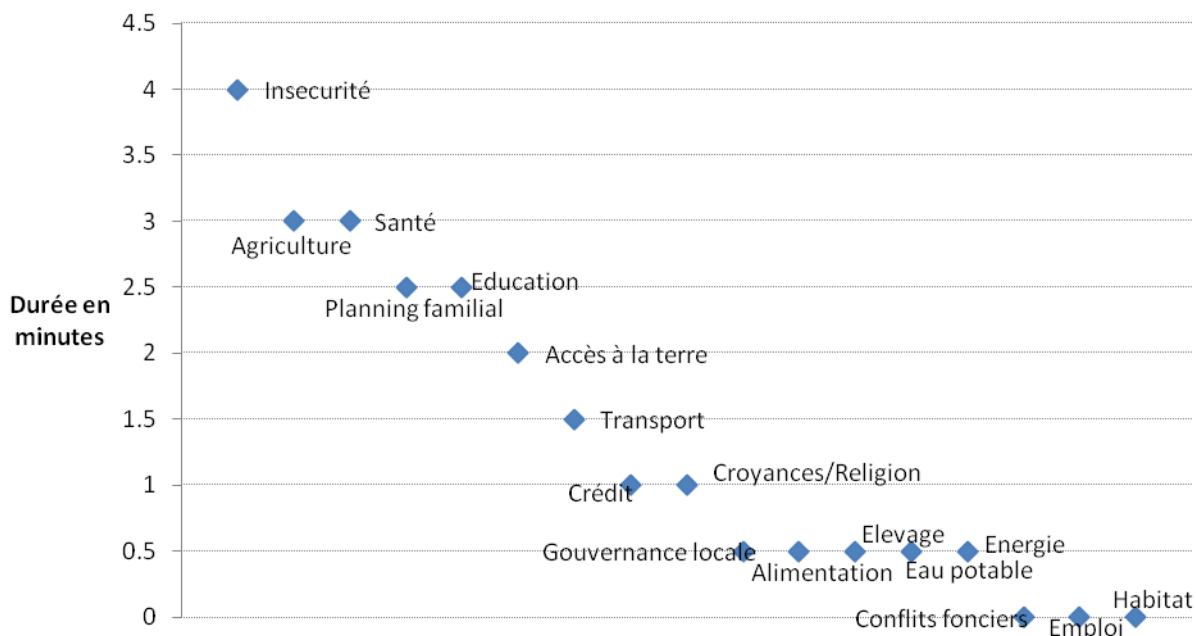
Le planning familial vient en troisième position avec 4,5 minutes, soit 7,5% de la durée totale de la tranche horaire de 60 minutes. Cette thématique a été exceptionnellement exploitée durant la période du monitoring à cause d'une campagne de sensibilisation lancée par une ONG locale et dans la mise en œuvre de laquelle quelques médias avaient été sélectionnés pour servir de support à la campagne.

Le transport, l'éducation, l'eau potable, le crédit, la religion et la santé viennent en quatrième position avec 4 minutes consacrées à leurs reportages sur une durée moyenne de 60 minutes, soit 6,6%.

Une durée variant entre 0,5 et 1,5 minutes, soit une moyenne de 1 minute (soit 0,6%) a été réservée aux reportages sur des sujets concernant la gouvernance locale, l'accès à la terre, l'agriculture, les conflits fonciers, l'élevage et à l'emploi.

6. Moyenne de la durée accordée aux sujets sur la pauvreté par les radios rurales suivies lors du monitoring sur la base d'une tranche horaire de 60 minutes

Durée des sujets rapportés par les radios implantées en milieux ruraux

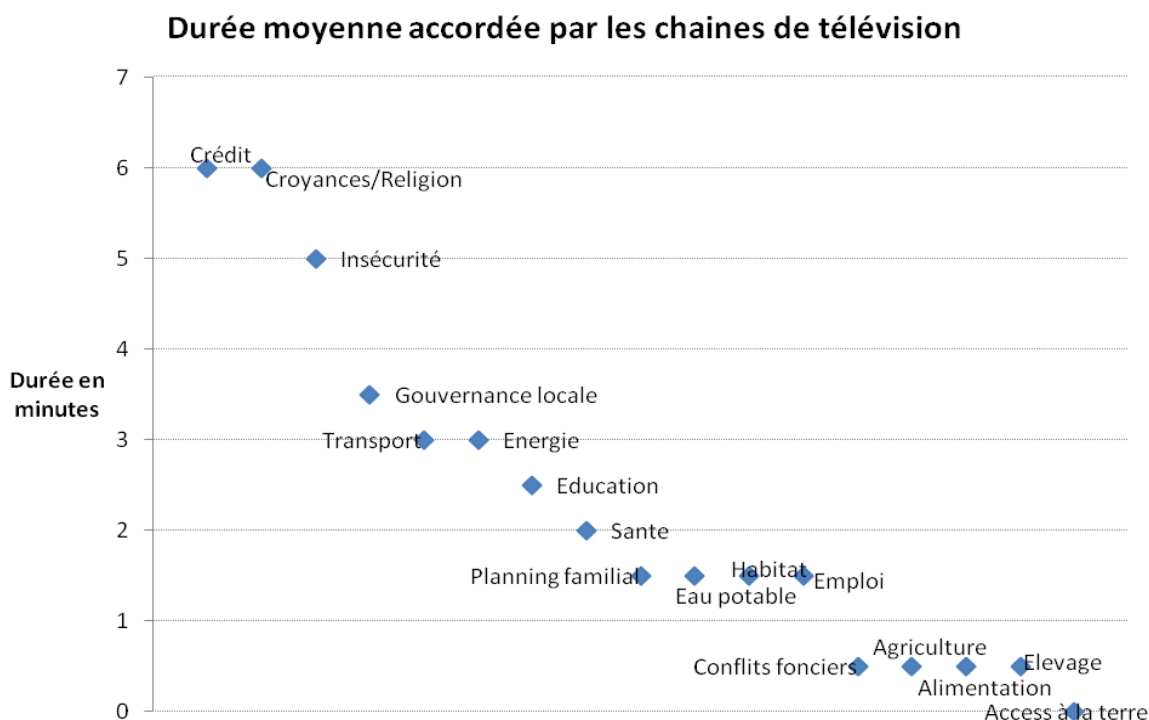


Le graphique ci-dessus indique que les radios émettant des zones rurales suivies pendant le monitoring ont consacré plus de temps aux reportages sur l'insécurité avec une durée moyenne de 4 minutes pour une tranche de 60 minutes, soit 6,6%. De nouveau c'est le phénomène "Kabanga" dont l'ampleur est des plus inquiétantes en milieu rural qui justifie ce score. Mais également des histoires des coupeurs des routes, des bandits à mains armées et de barrières érigées ça et là par les éléments des forces de sécurité nationale que des passants ne peuvent franchir sans payer en nature ou en espèce.

L'agriculture et la santé viennent en deuxième position avec 3 minutes accordées à des sujets les concernant, soit 5% de la durée de la tranche horaire de 60 minutes en raison du lien étroit qui existe entre le mieux-être sanitaire et la production agricole. Malgré l'existence des conflits fonciers récurrents en milieux ruraux, aucune radio suivie pendant le monitoring n'a réalisé de reportage à ce sujet. Cependant l'accès à la terre le planning familial et le transport ont été occupé en tout une moyenne de 10 minutes sur les 60 minutes de la tranche horaire, soit 10%.

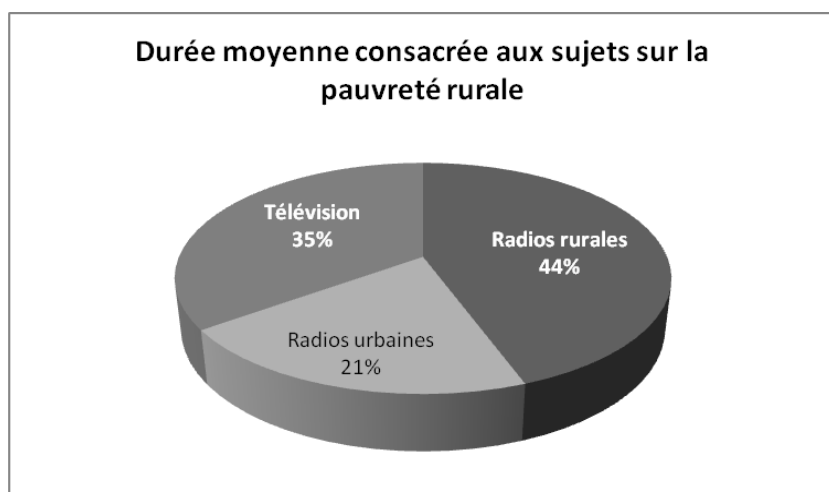
Pas une seule minute n'est consacrée à l'habitat et à l'emploi, tandis qu'un très court espace ne dépassant pas 0,5 de la tranche horaire a été réservé au reportage sur les sujets ayant trait à l'éducation et à l'énergie, soit 0,8%.

7. Durée moyenne accordée aux sujets sur la pauvreté rurale par les télévisions suivies pendant le monitoring sur base d'un tranche horaire de 60 minutes



Les chaînes de télévision suivies ont accordé une moyenne de 6 minutes au reportage sur le crédit et les croyances religieuses contre 5 pour les questions relatives à l'insécurité. Comme à la radio, les reportages concernant les institutions de micro crédit et la couverture des prédications religieuses sont payants, tandis que celui de l'insécurité accorde souvent la parole aux tenants du pouvoir pour donner leur lecture des faits et "calmer les esprits" de la population. L'on peut remarquer à partir du graphique le temps minime réservé aux reportages sur l'accès à la terre, les conflits fonciers, l'agriculture, l'alimentation, l'élevage et la santé dans les reportages exécutés par les chaînes de télévision suivies pendant le monitoring.

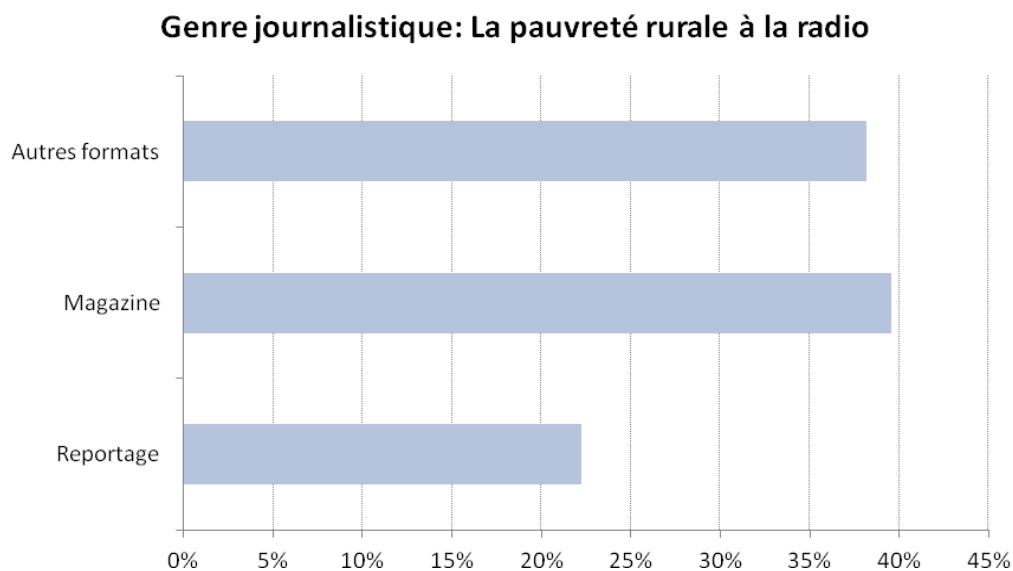
Comparaison de la durée consacrée aux sujets sur la pauvreté rurale par les médias suivis pendant le monitoring



Comme l'indiquent les graphiques précédents, il ressort du présent ci-dessus que c'est la radio implantée en ville qui consacre plus de temps aux sujets et histoires sur la pauvreté rurales à hauteur de 44% pour des motifs déjà évoqués. La télévision à 35%, tandis que les radios rurales ne réservent que 21% de leur timing à des sujets sur la pauvreté rurale.

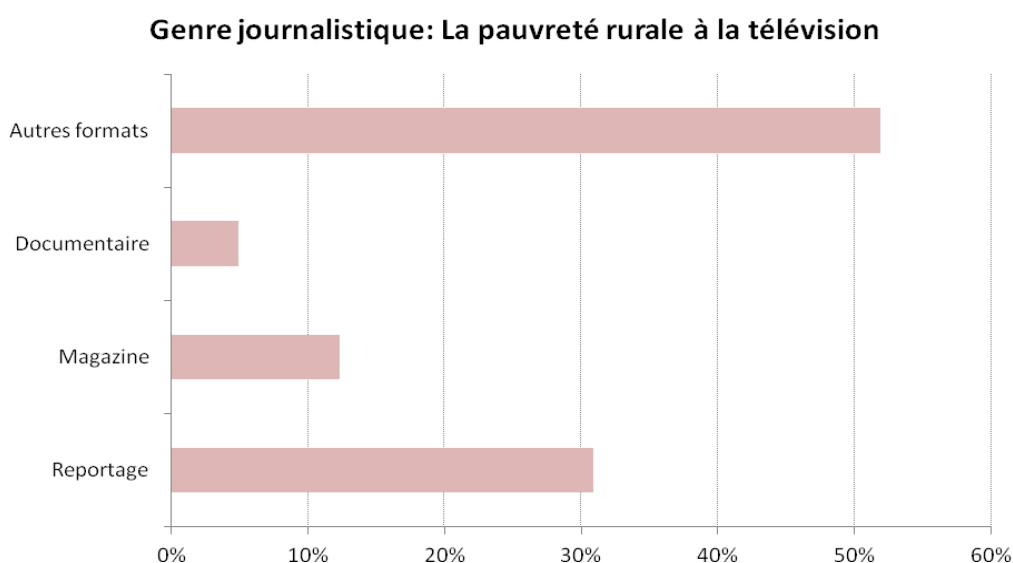
8. Histoires et sujets reportés sur la pauvreté rurale selon le genre journalistique utilisé par les médias suivis lors du monitoring

a. Genre journalistique utilisé par les radios suivies pendant le monitoring



Les sujets et histoires sur la pauvreté rurale sont présentés à la radio sous différents genres journalistiques dont le reportage (22%), 40% sous le format de magazines radiophonique et 38% pour les autres formats radiophoniques (Sketches, émissions publiques, chroniques, faits divers,...). Ce graphique démontre que les sujets sur la pauvreté rurale sont réalisés et diffusés essentiellement sous des formats radiophoniques autres que le reportage en son vrai sens journalistique.

b. Genre journalistique utilisé par les chaînes de télévision suivies pendant le monitoring

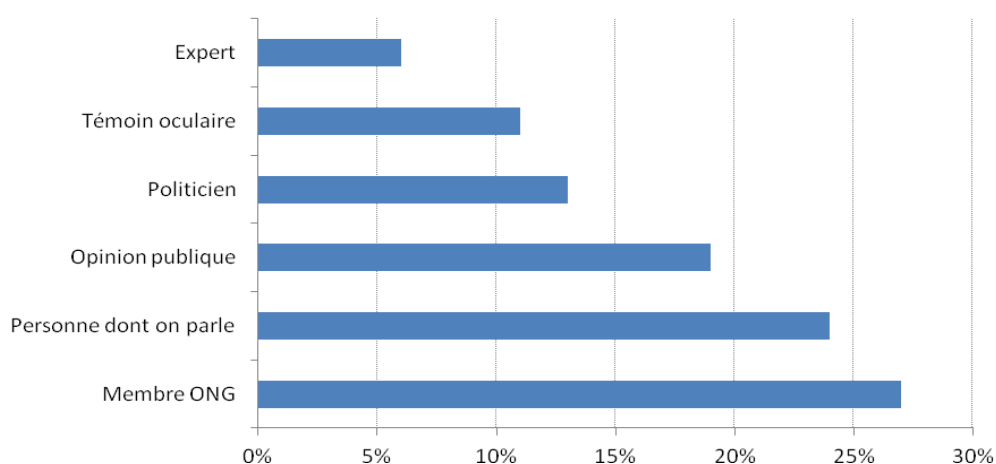


Dans la couverture des sujets sur la pauvreté rurale, le reportage comme genre journalistique est utilisé à 31%, le magazine à 12%, le documentaire 5% et les autres formats à 52%. Comme on peut le remarquer une fois encore, le pourcentage consacré aux reportages sur la pauvreté rurale en son sens journalistique à la télévision demeure insignifiant.

9. Position des personnes qui parlent dans les reportages sur la pauvreté rurale

a. Positions des personnes qui interviennent dans les sujets et histoires rapportés sur la pauvreté rurale par les radios implantées en milieux urbains

Rôle des sources dans les reportages sur la pauvreté par les radios urbaines

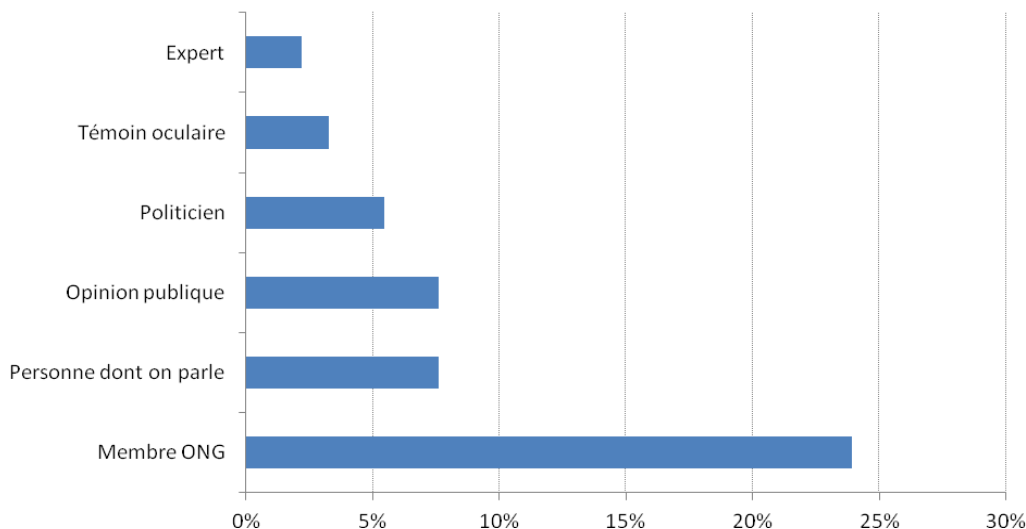


En plus des sujets et histoires sur la pauvreté rurale véhiculés par les médias de la province du Sud-Kivu, nous avons catégorisé les personnes dont on fait parler dans ces reportages en les subdivisant en 6 principaux groupes. Il s'agit des autorités politico-administratives, les membres des ONG et associations de développement, les personnes faisant objet du reportage elles-mêmes, les témoins oculaires, les experts et l'opinion publique.

En ce qui concerne la représentation des membres de ces groupes dans les reportages sur la pauvreté rurale réalisés par les stations de radio implantées en milieux urbains, le monitoring a révélé que les membres des ONG et associations de développement sont plus actifs avec une moyenne de 27% des interventions. Les personnes objets des reportages viennent en deuxième position avec 23% des interventions. 19% des interventions sont attribuées à l'opinion publique tandis que les autorités politico-administratives interviennent dans ces reportages à 13% contre 12% des témoins oculaires. Les experts sont peu consultés dans ces reportages et ne représentent que 6% des interventions.

b. Positions des personnes qui interviennent dans les sujets et histoires sur la pauvreté rurale dans les radios implantées en milieux ruraux suivies pendant le monitoring

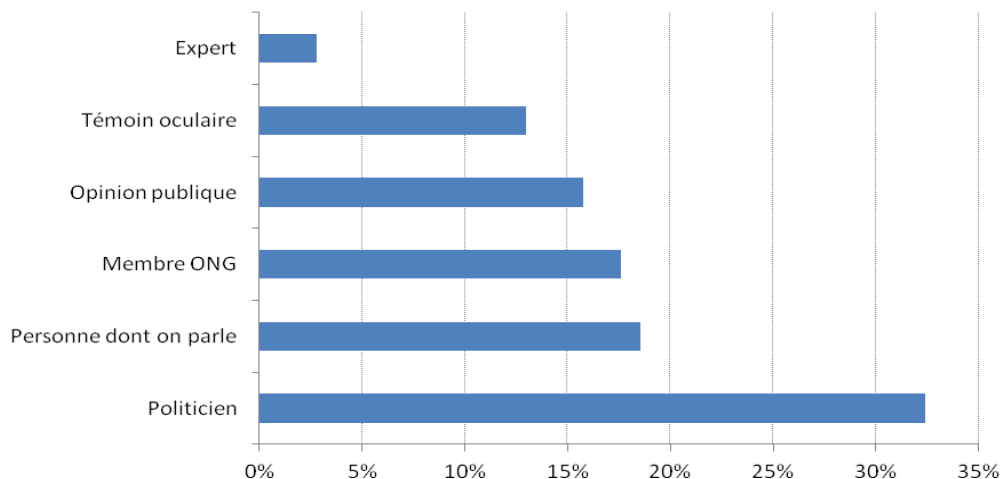
Rôle des sources dans les reportages sur la pauvreté par les radios rurales



Comme on peut le constater, ce sont les membres des ONG et associations de développement qui prennent le devant dans les interventions sur des sujets concernant la pauvreté rurale dans les radios opérant en milieux ruraux avec une moyenne de 24% des interventions. Les personnes dont on parle et l'opinion publique sont touchées à 8% par ces reportages, contre 5% des interventions des autorités politico-administratives. Les experts sont rares au village et ne sont consultés qu'à raison de 2%, alors que les témoins oculaires représentent les 3% des opinions et messages véhiculés par ces reportages.

Position des personnes qui interviennent dans les sujets et histoires sur la pauvreté rurale rapportés par les chaînes de télévision suivies pendant le monitoring

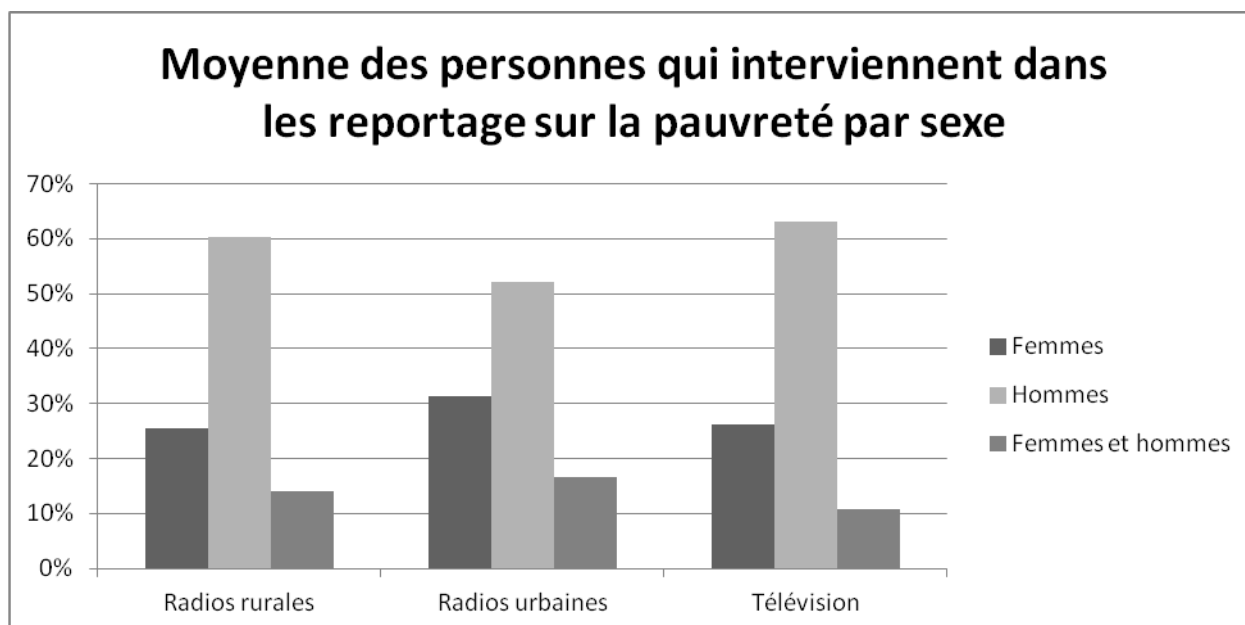
Rôle des sources dans les reportages sur la pauvreté à la télévision



Contrairement aux radios rurales et urbaines dans lesquelles les membres des ONG jouent un rôle important, ce sont les autorités politico-administratives qui interviennent le plus à la télévision à une proportion de 32%. Les personnes faisant objet des reportages représentent 19% tandis que les experts ne sont consultés dans ces reportages qu'à raison de 3%.

Moyenne des personnes qui interviennent dans les reportages sur la pauvreté par sexe

Le monitoring a démontré que les hommes et les femmes prennent part aux reportages sur la pauvreté rurale, mais à des proportions inégales.

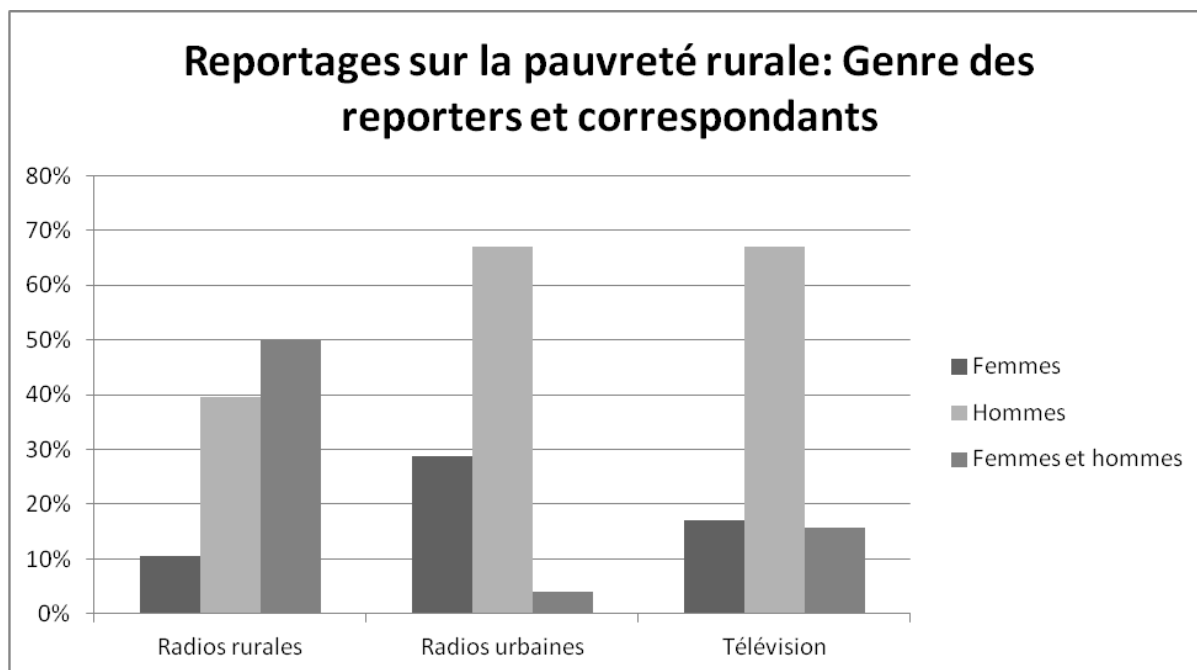


Ainsi, dans les reportages réalisés par les radios rurales suivies pendant le monitoring, la moyenne des hommes qui sont intervenus est de 60% contre 25% femmes. D'autres reportages ont fait entendre à la fois les femmes et les hommes. La moyenne de ces interventions est seulement de 14%. Cette situation confirme notre observation selon laquelle en détenant le pouvoir et l'argent, l'homme détient aussi la parole dans les médias. Paradoxalement, bien que subissant de manière particulière les effets de la pauvreté rurale, les femmes restent peu contactées dans des reportages réalisés par les radios rurales.

Avec une moyenne de 52%, les hommes viennent en tête, une fois encore, dans les reportages réalisés par les radios implantées à Bukavu suivies pendant le monitoring. Les femmes interviennent à 31% tandis que 17% de ces reportages font intervenir à la fois les femmes et les hommes.

Les hommes interviennent à 63% dans les reportages sur la pauvreté rurale relayés par les chaînes de télévision suivies pendant le monitoring, contre seulement 26% des femmes. Les hommes et les femmes interviennent tous dans les mêmes reportages pour une moyenne de 11% seulement. Ceci est un paradoxe si l'on considère que les femmes sont en majorité des pauvres. Le fait que se soient des hommes qui interviennent plus à la télévision dans les reportages sur une pauvreté qu'ils ne vivent ni ne subissent pas au même titre que les femmes consacre la banalisation de la pauvreté rurale par les tenants du pouvoir économique et politique établis en ville et qui sont essentiellement de sexe masculin.

Genre des reporters et correspondants qui ont réalisé les reportages sur la pauvreté rurale



Les reportages suivis auprès des radios établies en milieu rural établissent que ceux qui réalisent ces reportages sont à 40% des hommes contre 10% des femmes. Cependant, 50% des reportages suivis ont été réalisés conjointement par les femmes et les hommes. Ceci s'explique par le fait que les femmes sont moins nombreuses dans les radios communautaires implantées en milieu rural à cause, d'une part de leur niveau d'études et, d'autre part, à cause des préjugés à l'égard des femmes qui exercent dans les médias en milieu rural. Cependant, les reportages réalisés conjointement par des hommes et des femmes occupent la première position en ce sens qu'avec le progrès de ces derniers jours, un grand nombre des filles rurales s'intéressent au métier du journalisme. Elles sont ainsi aux côtés des hommes qui assurent leur coaching sur terrain.

La représentation par sexe entre les hommes et les femmes dans la réalisation des reportages sur la pauvreté rurale par les radios établies en ville révèle que 67% des personnes qui les réalisent sont des hommes, 29% sont des femmes tandis que 4% sont constitués par des femmes et des hommes. En effet, les hommes sont numériquement majoritaires dans les rédactions de ces radios par rapport aux femmes. Il faut noter aussi que le gros des reportages réalisés par les hommes sont souvent rendus au micro par les femmes dont la plupart sont utilisées essentiellement pour présenter les journaux parlés.

Pendant la période du monitoring, les reportages rendus par les chaînes de télévisions suivies indiquent que les hommes ont pris une avance significative sur les femmes avec 67% contre 17%, alors que les deux ont contribué à la réalisation de ces reportages à une proportion de 16%. Cette faible présence des femmes dans les reportages sur des sujets concernant la pauvreté rurale à la télévision réduit aussi de manière spectaculaire la contribution des femmes vivant dans l'extrême pauvreté au contenu de ce reportage. D'où leur exclusion.

Reportages médiatique au sujet de la pauvreté et pratiques journalistiques

1. Une ville propre pour des habitants sans rien sous la dent

Dans le cadre de la lutte contre l'insalubrité à la quelle fait face actuellement la ville de Bukavu, la mairie de la ville a lancé une opération dite « Bukavu ville propre ». Les images choquantes diffusées par les chaînes de télévisions locales ont montré de policiers en action en train de ravir aux femmes des denrées alimentaires et autres biens de première nécessité exposés le long de principaux artères de la ville.

Les victimes de cette action étaient principalement des femmes rurales descendues dès le premier chant du coq en ville pour vendre au frais les produits maraichers. Mais également des femmes issues des familles pauvres qui sont déplacées en ville et qui sont obligés de se débrouiller pour ne fut –ce que trouver de quoi nourrir leurs enfants.

Dans une ville où la promiscuité dit bien son nom, de nombreux téléspectateurs ont attendu en vain la partie du discours où les officiels indiquent le lieu aménagés par la mairie pour permettre à ces femmes de continuer à exercer leurs activités au lieu d'encombrer la chaussée.

2. Faute de lit confortable, leur mariage n'a pas dépassé 48 heures de vie

Il ne se passe pas un seul jour sans que la radio ne diffuse de l'insolite en provenance du village Katana une localité du territoire de Kabare. Le dossier en date est celui d'une jeune fille qui a résolu de se marier clandestinement (sans prévenir les parents). Elle a rejoint nuitamment la case de son fiancé et la vie en couple a ainsi démarrée.

Alors que le mariage ici, qu'il soit autorisé par les parents et l'église ou non, est conclu pour toute la vie et ceci dans les meilleures tout comme dans les pires des conditions, l'union de ce jeune couple n'a duré que moins de trois jours. Et pour cause ? Contrairement à ce qu'elle espérait de son fiancé, la jeune mariée a été complètement déçue en constatant qu'ils passaient leur nuit de miel sur un lit ou la pailles issue des feuilles de haricot séchées servait de matelas.

3. Bukavu, la ville qui approvisionne le monde rural en denrées alimentaires

Depuis le déclenchement des guerres de 1996 à ces jours, le mouvement de l'approvisionnement en denrées alimentaires de la province du Sud-Kivu va en sens inverse.

En effet, au lieu que le village fournisse la ville en denrées alimentaires, comme ce fut le cas par le passé, actuellement c'est la population rurale qui vient s'approvisionner en ville.

Ce paradoxe ne laisse pas unanime les journalistes des radios et télévisions implantées aussi bien en ville que dans les territoires ruraux de la province. Les reportages suivis à cet effet décrivent haut et fort cette situation qui frôle la catastrophe au village.

Cependant, ces médias ne font que rapporter ce qu'ils ont vu ou entendu en ville mais n'effectuent généralement pas des descentes au village pour en savoir davantage, palper du doigt les réalités du village pour mieux analyser les causes de ce mouvement en sens inverse.

4. En fin, Mugogo produit le chou blanc

Les habitants de Mugogo en territoire de Walungu, sont restés depuis de longues années convaincus que leur sol était inadapté à la culture de chou blanc. Ils s'approvisionnaient en cette denrée dans les villages du territoire voisin de Kabare. Des tentatives pour développer cette culture étaient peu nombreuses et désespérément entreprises. Actuellement, ce mystère a été démystifié grâce à un reportage réalisé sur les activités des Ecoles pratique d'agriculture et de vie pour les jeunes et adultes par radio Bubusa FM, une des radios communautaires suivies pendant le monitoring.

Des témoignages recueillis lors des reportages ont confirmé que le sol de Mugogo pouvait bel et bien produire du chou blanc à condition que les agriculteurs mettent en application quelques techniques culturales appropriés. Pour étayer leurs propos, les membres des écoles pratiques d'agriculture et de vie ont invité les plus septiques à venir visiter leurs champs pour s'en rassurer.

Les semaines qui ont suivi, les champs d'expérimentation du groupe étaient envahis au quotidien par un grand nombre de curieux venus s'enquérir de "la magie" avec laquelle les membres des Ecoles pratique d'agriculture et de vie ont transformé le sol de Mugogo pour en faire un important producteur de chou blanc.

Conclusions

Les résultats du monitoring à propos de la couverture, par les médias du Sud-Kivu, des sujets concernant la pauvreté rurale indiquent ce qui suit:

1. D'une manière générale, aucun média suivi pendant le monitoring n'inscrit le reportage sur la pauvreté rurale dans ses activités et dans ses programmes.
2. Dans l'ensemble, les reportages réalisés par les radios implantées en milieux ruraux couvrent pour la plupart des événements en relation avec la pauvreté sans s'en rendre compte ni en aviser leur auditoire.
3. En revanche, les radios implantées en milieux urbains sont limitées par la logistique pour effectuer le mouvement vers l'intérieur de la province. Nonobstant, certaines d'entre elles y sont représentées par truchement des correspondants ruraux.
4. Les chaînes des télévisions quant à elles se limitent à la seule ville de Bukavu.
5. Le reportage sur la pauvreté rurale par les médias de la province du Sud-Kivu se situe à un niveau trop bas.
6. Le discours concernant la pauvreté rurale va généralement en sens unique : des tenants du pouvoir économique et politique vers les administrés ou les pauvres.
7. Les sujets traités dans ces reportages touchent plus aux conséquences que les causes de la pauvreté rurale.
8. Les sujets abordés et la distribution de la parole lors des reportages sur la pauvreté font ressortir clairement deux forces socio-économiques : la première représente ceux qui disposent le pouvoir et de l'argent et la seconde des populations croupissant dans la misère.

Recommandations

En vue d'augmenter et améliorer la couverture médiatique sur la pauvreté rurale par les médias de Bukavu et ses environs, nous suggérons ce qui suit:

1. Aux médias du Sud-Kivu

- Revoir leurs grilles de programmes en intégrant la pauvreté rurale dans leurs reportages et dans les activités de leurs médias en général;
- Mettre en place et rendre opérationnelle une plateforme des médias sensibles à la pauvreté rurale, aux droits de personnes vivant dans la pauvreté et en particulier les femmes;
- Accroître l'échange d'information et le travail en synergie entre les médias implantés en ville et ceux œuvrant en milieux ruraux pour augmenter la diversité géographique dans le contenu de leurs productions ;
- Envisager la création des médias qui émettent des milieux ruraux vers la ville pour établir un processus de communication entre les populations rurales vivant dans la pauvreté et les institutions étatiques basées en ville.

2. Aux organisations de la société civile

- Initier régulièrement des réunions concertation avec les médias locaux en vue d'une meilleure collaboration ;
- Envisager des formations thématiques à l'intention des journalistes et animateurs des médias locaux en vue de les outiller sur les enjeux de la pauvreté et une approche journalistique axée sur les droits humains des personnes vivant dans la pauvreté;
- Conscientiser les communautés locales sur les racines de la pauvreté pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités et jouer leur rôle d'acteurs et bénéficiaires du développement ;
- Mener un plaidoyer de haut niveau pour que l'Etat devra alléger la tâche aux médias de la province du Sud-Kivu par la suppression de nombreuses taxes auxquelles ces médias sont assujettis et en réglementant correctement l'exercice du métier.

3. Au pouvoir politique

- Revoir les taxes auxquelles sont assujettis les médias en termes de nombre et en montant imposable ;
- Elaborer des nouvelles réglementations assouplissant les charges des médias communautaires, en particulier ceux établis en milieux ruraux où ils servent des populations pauvres sans contrepartie conséquente ;
- Accorder des subventions aux médias communautaires en vue de faciliter leur fonctionnement et leur durabilité ainsi que de consolider leur action en faveur de la communauté.

4. Aux bailleurs de fonds

- Contribuer au renforcement des capacités opérationnelles et institutionnelles médias communautaires, en particulier, ceux établis en milieux ruraux ;
- Accompagner techniquement et financièrement la plateforme des médias sensibles aux reportages sur la pauvreté rurale du Sud-Kivu ;
- Faciliter la mise en place des mécanismes facilitant la communication entre dirigeants et populations rurales par la création des médias intermédiaires ou le renforcement des ceux existants.

Annexe 1. Méthodologie

La méthodologie utilisée pour la réalisation de l'étude a combiné trois démarches complémentaires à savoir: l'initiation des moniteurs aux techniques de monitoring et de traitement des données, l'analyse et le traitement des données pour en ressortir l'analyse quantitative des résultats et la sélection des bonnes et les mauvaises pratiques qui a débouché à l'analyse qualitative des résultats.

La première démarche a consisté en l'appropriation, par les moniteurs et tous les membres de l'équipe d'implémentation du projet, des outils de monitoring des reportages sur la pauvreté rurale ainsi que sur les techniques de traitement et d'analyse des données. Cette étape méthodologique a permis aux acteurs impliqués de mieux cadrer l'objectif du projet en essayant de comprendre ce qu'est la pauvreté, les lieux où elle sévit et ses différentes formes de manifestation.

La deuxième étape a consisté en l'élaboration des fiches à l'aide desquelles la collecte ainsi que l'analyse quantitative des données sera faite. Ces fiches reprenaient les reportages réalisés par les radios et télévisions suivies, les organisaient dans une base de données et leur traitement statistique a permis de d'élaborer des graphiques qui présentent les résultats synthétisés. Ces résultats synthétiques ont, à leur tour, permis de dégager les principales tendances des reportages concernant la pauvreté rurale.

Il s'est agi ici de répondre à la question de savoir si oui ou non les médias du Sud-Kivu réalisent des reportages sur la pauvreté rurale sur les plans quantitatif et qualitatif. Il a fallu se rassurer si les reportages réalisés par ces médias sont équilibrés entre les milieux ruraux et les centres urbains et si les populations rurales et urbaines participent également à la production de contenu de ces reportages.

Les éléments ci-après ont été pris en compte pour répondre à ces questions :

- Le nombre des médias sélectionnés et leur répartition géographique entre le centre urbain et les territoires ruraux de la province
- Le nombre des reportages suivi par média sélectionné et suivi pendant le monitoring
- Les sujets la pauvreté rurale traités lors du monitoring
- La présence des populations rurales dans les reportages réalisés en ville sur la pauvreté rurale
- Le profil des personnes qui interviennent dans les reportages sur la pauvreté
- la représentation des femmes et des hommes objets de ces reportages sur la pauvreté rurale
- Le genre des personnes qui produisent ces reportages
- etc.

La troisième tendance concerne l'analyse qualitative du contenu des reportages sur la pauvreté rurale. Elle permet de déceler les stéréotypes véhiculés par les radios et télévisions suivies pendant le monitoring, les sujets abordés, leurs auteurs ainsi les personnes évoquées dans ces reportages.

Association Mondiale pour la
Communication Chrétienne (WACC)
308 Main Street
Toronto.
ON M4C 4X7
Canada

Tel: +1 (416) 691-1999
Fax: +1 (416) 691-1997
Adresse courriel: info@waccglobal.org
Web: www.waccglobal.org

Sauti ya Mwanamke Kijijini (SAMWAKI)
128/8, av. Vamaro, Ibanda
Bukavu / Sud-Kivu
B.P. :459 Cyangugu/Rwanda
République démocratique du Congo

Tel (+243)994679649
Adresse courriel: samwaciasbl@yahoo.fr